

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 08/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PARICHE Gérard SAS**

Le vert bocage  
80220 Bouillancourt-En-Séry

Références : 2025-E30203  
Code AIOT : 0005102011

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement PARICHE Gérard SAS implanté Le vert Bocage 80220 Bouillancourt-en-Séry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARICHE Gérard SAS
- Le vert Bocage 80220 Bouillancourt-en-Séry
- Code AIOT : 0005102011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SA PARICHE est autorisée par arrêté préfectoral du 29 juin 2011 à exploiter une activité

de dépolissage et de laquage sur verre. Elle pratique une activité de décoration de flacons.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'exploitant a déposé le 01/10/2024, un porter à connaissance relatif à la mise en place d'une nouvelle machine de dépolissage dans un bâtiment de stockage. Ce dossier a fait l'objet d'échanges lors de l'inspection et a donné lieu à des compléments transmis le 7/11/2025. L'instruction de ces compléments sera réalisée séparément du présent rapport d'inspection et donnera lieu à un rapport d'instruction.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 9.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Permis d'intervention ou permis de	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	feu		corrective	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des actions correctives pour lever les non-conformités. Il a en effet pour le point de contrôle n°2, déposé un porter à connaissance pour modifier la vitesse d'éjection du conduit n°3. L'analyse de ce porter à connaissance est intégrée aux constats pour lequel une suite favorable est proposée.

Il est ainsi proposé à M. le Préfet de donner acte de la modification relative à la vitesse minimale d'éjection du conduit n°3 puis de proposer de lever la mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dispositions générales
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-dessous, doivent être aménagés (...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.</p> <p>(...)</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et / ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 7/11/2024, l'exploitant a indiqué avoir mis en place une fiche d'enregistrement des alarmes des machines et les actions correctives associées. Il a transmis le document qui présente sous forme de tableau la date, le n° de machine, l'heure notification alarme, le problème rencontré, l'action corrective, l'heure de remise en marche.</p> <p>Le document a été vu ; il est présent sur le site sous format d'un cahier afin d'être complété de manière manuscrite.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Conditions générales de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conduits et installations raccordées

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024

**Prescription contrôlée :**

	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	D é b i t maximal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	Laveur de gaz	8	1	28 200	8
Conduit N°2	C a b i n e s d'application peintures	10	0.80	10 400	8
Conduit N°3	Fours de polymérisati on	10	0.80	2 200	8

**Constats :**

Le rapport de l'APAVE du 3/10/2024 indique une non conformité (NC) sur le conduit 3, Four de polymérisation . Elle correspond à un débit supérieur à la valeur limite d'émission (VLE) (3550 pour 2200 m<sup>3</sup>/h max) et une vitesse d'éjection inférieure à la VLE (4 contre 8 au minimum).

Par courrier du 7/11/2024 adressé au Préfet, l'exploitant indique qu'il va se rapprocher de son fabricant pour modifier et adapter la motorisation de l'extracteur en vue d'atteindre les valeurs cibles. L'exploitant a précisé que le délai annoncé par le fabricant est de l'ordre de 2 mois et qu'il envisageait, une fois les travaux réalisés, de faire procéder à de nouvelles mesures.

Par courriel du 15/10/2025, l'exploitant a indiqué avoir réalisé des mesures sur le conduit en interne, et qu'un passage de l'APAVE est prévu le 13 janvier 2026. Il a joint une copie de ces mesures.

Les analyses du 2 juin 2025 montrent un débit moyen de 1901m<sup>3</sup>/h (donc < à 5000m<sup>3</sup>/h) pour une vitesse de 6,78 m/s (donc bien supérieur à 5 m/s). En l'état, les nouvelles mesures sont conformes aux valeurs fixées par l'arrêté préfectoral sur le débit mais pas sur la vitesse d'éjection.

Par courriel du 7/11/2025, l'exploitant a déposé un porter à connaissance pour solliciter la modification de la vitesse d'éjection du conduit n°3. Il s'appuie notamment sur les arrêtés ministériels du 2 février 1998 (article 57) et du 12 mai 2020 (article 6.4) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 qui tous deux disposent que« *La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est :*

- *au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h,*
- *5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h. ».*

Au regard des débits mesurés sur site, il est proposé de modifier la prescription de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29/06/2011 et de la mettre en cohérence avec les arrêtés ministériels susmentionnés en actant pour le conduit n°3 une vitesse minimale d'éjection de 5 m/s. Un projet de d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens en annexe 1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques issus du laveur gaz

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

- date d'échéance qui a été retenue : 07/12/2024

#### Prescription contrôlée :

Les rejets issus du laveur de gaz des unités de dépolissage doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvin) et de pression (101.3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit N°1
Poussières totales	40 mg/Nm <sup>3</sup>
NH <sub>3</sub>	50 mg/Nm <sup>3</sup>
HCl	30 mg/Nm <sup>3</sup>
HF	5 mg/Nm <sup>3</sup>

#### Constats :

L'exploitant a présenté le rapport d'APAVE du 3/10/2024; celui ne présente pas de non-conformités sur les paramètres contrôlés : poussières, NH<sub>3</sub>, HCl et HF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 4 :** Plan de gestion des solvants (PGS)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, PGS

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le contrôle des objectifs de réductions des COV s'effectue au moyen du plan de gestion des solvants (PGS) tel que défini à l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, qui consiste à réaliser un bilan matière sur l'ensemble des installations utilisant des solvants.</p> <p>Avant le 30 avril de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion de solvants de l'année N. Ce plan de gestion est établi globalement pour l'ensemble des solvants et donc exprimé en solvant total. Il démontre le respect de l'émission annuelle cible fixée à l'article 3.2.4.1 et précise les actions réalisées au cours de l'année visant à réduire la consommation de solvants et les émissions de COV.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 27/09/2024, le PGS modifié a été transmis.</p> <p>L'exploitant a ajouté une phrase sur les axes d'améliorations pour indiquer qu'il réalise des études pour s'affranchir des produits solvantés notamment au regard du code du travail et en lien aussi avec ses clients.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Permis d'intervention ou permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 3.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, permis feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. (...)</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 27/09/2024, l'exploitant a transmis le permis feu de METALLERIE POILLY modifié,</p>



délivré pour les travaux d'installation de la nouvelle machine de dépolissage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 9.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, GIDAF

**Prescription contrôlée :**

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir d'un réseau de piézomètres selon le plan en annexe afin de vérifier l'absence de risque de détérioration de la qualité des eaux souterraines réceptrice.

(...)

Cette surveillance comprend au minimum les dispositions suivantes :

-deux fois par an au moins :

- relevé du niveau piézométrique;
- prélèvement et analyse des substances pertinentes de caractériser une éventuelle pollution de la nappe (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, Cl<sup>-</sup>, F<sup>-</sup>, COT, pH, conductivité);
- transmission des résultats des mesures et de leur interprétation à l'inspection des installations classées;

- si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée; il informe les préfet du résultats de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

**Constats :**

L'exploitant fait appel à AQUAPM.

L'exploitant réalise ses 2 campagnes de mesures par an : une au printemps et l'autre à l'automne. Il a présenté et transmis les analyses de 2023, 2024 et 2025.

Les paramètres suivis sont : la conductivité, le pH, l'odeur, la couleur, la turbidité, le titre alcalimétrique, le titre alcalimétrique complet, les carbonates, les nitrates, les nitrites, les chlorures, l'ammonium, les sulfates, les orthophosphates, les fluorures, le calcium, le magnésium, le potassium, le sodium, les bromures et le COT.

Le suivi est réalisé à partir de 2 piézomètres Bouttencourt1Bis et Bouttencourt 4.

Les résultats de Bouttencourt 4 ne sont pas transmis sur GIDAF et le paramètre COT est surveillé que sur Bouttencourt 4.

**L'exploitant réalise bien la surveillance des eaux souterraines au moyen des 2 piézomètres mais pas sur tous les paramètres.**

L'exploitant réalise un suivi des paramètres par piézomètre sur un fichier, qui présente un graphique avec la valeur seuil retenue. L'exploitant a retenu pour valeurs seuils des critères d'eau potable et le tableau est renseigné à chaque retour d'analyses.

**L'extrait de l'étude hydrogéologique de 2004 ne permet pas de justifier de la pertinence des piézomètres.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant transmettra <u>sous 3 mois</u>:</p> <p>- les documents qui justifient:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la pertinence du nombre et de l'implantation des piézomètres (justification amont/aval);</li> <li>• l'analyse du paramètre COT sur les 2 piézomètres</li> </ul> <p>- l'interprétation des résultats avec le dépôt sur GIDAF des dernières analyses de 2025,</p> <p>- mettra en place, en plus de son interprétation actuelle, une interprétation des mesures entre les résultats du piézomètre amont et celui aval.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois